

Posté par: formations-concours

Publiée le : 8/7/2008 14:56:29

L'EMPLOI : Les pußricultrices territoriales constituent un cadre d'emplois mßdico-social de catßgorie A au sens de l'article 5 de la loi du 26 janvier 1984. Ce cadre d'emplois comprend les grades de pußricultrice de classe normale et de pußricultrice de classe supßrieure.

FONCTION : Les pußricultrices territoriales exercent leurs fonctions dans les rßgions, les dßpartements, les communes et leurs ßtablissements publics, dans le cadre notamment de la protection maternelle et infantile, ainsi qu'au sein des ßtablissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans relevant de ces collectivßtes ou ßtablissements publics, dans les conditions fixßes par l'article R.180 et suivants du code de la santß publique. Les pußricultrices peuvent exercer les fonctions de directrice d'ßtablissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans relevant des collectivßtes ou ßtablissements publics prßcitßs.

RECRUTEMENT Le recrutement, en qualitß de pußricultrice territoriale, intervient aprßs inscription sur une liste d'aptitude ßtablie en application des dispositions de l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984. Sont inscrits sur la liste d'aptitude les candidats dßclarßs admis ß un concours sur titres avec ßpreuves ouvert aux candidats titulaires soit du diplßme d'Etat de pußriculture.

MODALITES DßTMORGANISATION DES CONCOURS

CONDITIONS DßTMACCES :

Les candidats au concours d'accßs aux cadres d'emplois des pußricultrices territoriales doivent ßtre titulaires des titres ou diplßmes prßvus au titre II des dßcrets du 28 aoßt 1992.

LES EPREUVES DES CONCOURS : Les concours d'accßs aux cadres d'emplois visßs ci-dessus comportent une ßpreuve d'admissibilitß et une ßpreuve d'admission.

- L'ßpreuve d'admissibilitß consiste en la rßdaction d'un rapport ßtabli ß partir d'un dossier portant sur une situation en relation avec les missions du cadre d'emplois concernß, et notamment la dßontologie de la profession (durße : trois heures ; coefficient 1),

- L'ßpreuve d'admission consiste en un entretien avec le jury permettant d'apprßcier la motivation du candidat et son aptitude ß exercer sa profession dans le cadre des missions dßvolues au cadre d'emplois concernß (durße : vingt minutes ; coefficient 2). ß Il est attribuß ß chaque ßpreuve une note de 0 ß 20. Chaque note est multipliße par le coefficient

correspondant. L'ßpreuve ßcrite est anonyme et fait l'objet d'une double correction.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'épreuve d'admissibilité entraîne l'élimination du candidat.

NOMINATION ET TITULARISATION Les candidats inscrits sur la liste d'aptitude et recrutés sur un emploi d'une des collectivités ou établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 sont nommés puéricultrices stagiaires pour une durée d'un an par l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination.

La titularisation des stagiaires intervient, par décision de l'autorité territoriale, à la fin du stage mentionné ci-dessus.

Lorsque la titularisation n'est pas prononcée, le stagiaire est soit licencié, s'il n'avait pas auparavant la qualité de fonctionnaire, soit réintégré dans son cadre d'emplois, corps ou emploi d'origine.

Toutefois, l'autorité territoriale peut, à titre exceptionnel, décider que la période de stage est prolongée d'une durée maximale de six mois.

Les stagiaires sont recrutés par la collectivité ou l'établissement qui a procédé au recrutement sur la base de l'indice affecté à l'échelon du grade de puéricultrice territoriale de classe normale conformément aux dispositions de l'article 7-1.

Toutefois, ceux qui avaient auparavant la qualité de fonctionnaire ou d'agent non titulaire percevaient le traitement correspondant à leur situation antérieure si ce traitement est supérieur à celui prévu à l'alinéa précédent. Le traitement ainsi perçu est au plus égal à celui affecté à l'échelon terminal du grade auquel ils sont nommés.

Les puéricultrices bénéficient d'une bonification d'ancienneté de dix-huit mois lors de leur nomination dans le cadre d'emplois. Toutefois, le fonctionnaire ayant appartenu au cadre d'emplois des infirmiers territoriaux antérieurement à son recrutement dans le cadre d'emplois des puéricultrices territoriales ne peut bénéficier de cette bonification que s'il n'a pas bénéficié de celle prévue par l'article 7-1 du statut particulier du cadre d'emplois des infirmiers territoriaux ou, s'il a déjà bénéficié de ladite bonification, à concurrence seulement de la différence entre la durée de la bonification prévue par le présent cadre d'emplois et celle de la bonification antérieurement obtenue.

Lorsque ces fonctionnaires sont titularisés, ils sont placés, sous réserve des règles définies à l'alinéa précédent et aux articles 7-2 à 12, à l'échelon du grade de puéricultrice territoriale de classe normale correspondant à l'ancienneté acquise depuis leur nomination dans le cadre d'emplois sans qu'il soit tenu compte de la prolongation éventuelle de la période de stage prévue au deuxième alinéa de l'article ci-dessus.

Les puéricultrices qui exerçaient une activité professionnelle de même nature avant leur nomination dans le cadre d'emplois et qui détenaient les titres, diplômes ou autorisations exigés pour l'exercice de leur profession sont classés lors de leur titularisation, si elles ne peuvent se prévaloir de dispositions plus favorables au titre des articles 8 à 12, à un échelon déterminé en prenant en compte la durée de cette activité sur la base de l'ancienneté maximale exigée pour chaque avancement d'échelon. Cette reprise d'ancienneté ne peut être attribuée qu'une fois au cours de la carrière des intéressés.

Les fonctionnaires appartenant à un cadre d'emplois ou à un corps de catégorie A, ou titulaires d'un emploi de même niveau, sont classés à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur grade ou leur emploi d'origine.

Dans la limite de l'ancienneté maximale exigée pour une promotion à l'échelon supérieur, ils

conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur précédent grade ou emploi lorsque

l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulterait d'un avancement d'échelon dans leur ancienne situation.

Les candidats nommés alors qu'ils ont atteint l'échelon le plus élevé de leur précédent grade ou

emploi conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulte de leur évaluation audit échelon.

Les fonctionnaires appartenant à un cadre d'emplois ou à un corps de catégorie B, ou titulaires d'un emploi de même niveau, sont classés à un échelon déterminé en prenant en compte, sur la base de l'ancienneté maximale exigée pour chaque avancement d'échelon, une partie de l'ancienneté correspondant à la durée de la carrière nécessaire pour accéder au grade et à l'échelon que les intéressés ont atteints, à la date de leur admission comme stagiaire, augmentée, le cas échéant, de l'ancienneté acquise dans cet échelon.

AVANCEMENT

Peuvent être nommées puéricultrices de classe supérieure, après inscription sur un tableau d'avancement, les puéricultrices de classe normale ayant atteint le 5^e échelon de leur grade et

comptant au moins dix ans de services effectifs dans le cadre d'emplois.

Les services publics effectifs accomplis dans leur ancien grade ou emploi d'infirmier territorial diplômé d'Etat par des puéricultrices promues sont considérés comme des services effectifs accomplis dans le cadre d'emplois des puéricultrices territoriales, à condition que leur activité ait été exercée de manière continue.

Les fonctionnaires promus sont classés à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut,

immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient antérieurement. Ils conservent leur ancienneté d'échelon dans la limite de l'ancienneté maximale exigée pour une promotion à l'échelon supérieur lorsque l'avantage qui résulte de leur nomination est inférieur à celui qu'ils auraient retiré d'un avancement d'échelon dans leur ancien grade.

Les candidats nommés alors qu'ils ont atteint l'échelon le plus élevé de leur précédent grade ou

emploi conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulte de leur évaluation audit échelon.